

## COMMENT JUGULER LA CRISE FINANCIÈRE ET EN PRÉVENIR D'AUTRES ?

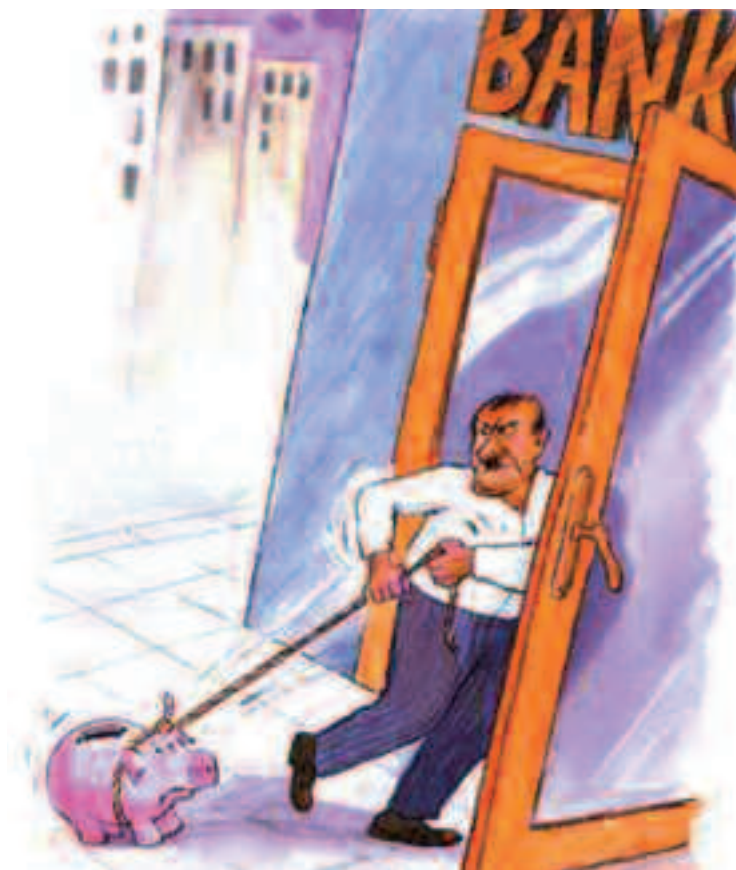
## Actions prioritaires et volonté politique

**Nombre d'analystes et d'observateurs s'accordent à dire que la crise financière mondiale est notamment le résultat d'une très mauvaise gestion des fonds confiés aux institutions financières, banques et assurances plus particulièrement.**

C'est aussi l'échec des pouvoirs publics des pays riches qui n'ont pas pu, ou pas voulu ou pas su, assurer l'intégrité et la stabilité de leur système financier et la sécurité et la solidité du secteur bancaire.

Il y a urgence à veiller à ce que la transparence, l'intégrité et la responsabilité publique soient le fondement essentiel des réformes nécessaires pour reconstruire le système financier mondial. Plusieurs actions prioritaires sont avancées par les économistes qui n'avaient cessé de mettre en garde et de prédire la crise financière.

Parmi ces actions, nous retrouvons celle qui a trait à la réglementation et à la supervision : assurer une plus grande transparence et la responsabilité



publique en vue de restaurer la confiance du public et d'adopter une mesure plus cohérente et plus coordonnée à l'échelle

internationale pour qu'il y ait un cadre réglementaire et de supervision de toutes les institutions financières.

## Mesures de sauvetage

Il y a aussi des mesures de sauvetage : veiller à l'efficacité des garanties de transparence et de responsabilité dans tous les aspects de la gestion publique de l'argent des contribuables et maintenir les efforts déployés pour rétablir le bon fonctionnement des établissements et marchés financiers.

Il est temps aussi de s'attaquer aux centres Offshore et aux paradis fiscaux, très souvent le refuge de l'argent sale : mettre un terme à la fraude à la taxe et tous les «cadres» financiers qui facilitent les activités illicites par l'usage de «havres de mer» et de veiller à ce que ces «paradis» fiscaux coopèrent pleinement avec les autorités nationales et internationales, notamment pour l'échange d'informations.

Avec cette crise financière, la question de la gouvernance a refait surface : il faut renforcer la gouvernance d'entreprise, y compris la responsabilité du conseil d'administra-

tion, l'accent étant mis sur la rémunération des dirigeants, la gestion des risques et la divulgation sur les produits financiers.

## Lutter contre les conflits d'intérêts

Toujours parmi les actions prioritaires qu'il faut mettre en avant, il y a la lutte contre les conflits d'intérêts : il y a nécessité de prendre des mesures pour prévenir les conflits d'intérêts dans les activités des agences de notation, des cabinets d'audit et dans les relations financières entre les entreprises et le secteur public.

Il serait illusoire de pouvoir juguler cette crise, et d'en prévenir d'autres, si des enquêtes ne sont pas menées sur les causes de cette crise, et si des sanctions ne sont pas prises : il s'agit de poursuivre les enquêtes pénales appropriées dans le respect des lois et règlements existants, et d'imposer des sanctions en cas de forte corruption, de délits d'initiés et d'autres abus.

Djilali Hadjadj

## RATTRAPÉ PAR LES «AFFAIRES» L'ex-président taïwanais incarcéré pour corruption et blanchiment

L'ancien président taïwanais, naguère chantre du camp «indépendantiste» de l'île, couche depuis mardi 11 novembre 2008 en prison.

Il a été inculpé pour corruption et blanchiment d'argent. L'ancien chef de l'Etat, à la tête de Taïwan de 2000 au printemps 2008, est apparu menotté en sortant du bureau du juge d'instruction après que ce dernier eut ordonné sa détention. Il risque de vingt à trente ans de prison. C'est la première fois qu'un homme politique taïwanais de cette envergure est ainsi poursuivi. L'événement était cepen-

dant prévisible : le 20 mai 2008, quelques heures à peine après avoir quitté son bureau de chef de l'Etat et passé la main à son successeur, l'ex-président avait reçu l'ordre de se tenir à la disposition de la justice.

Il est accusé de détournement de fonds, d'abus de pouvoir, tandis que plusieurs membres de sa famille sont également soupçonnés de graves actes de corruption : sa femme, sa fille, son fils et sa belle-fille, ainsi que plusieurs de ses proches conseillers, figurent parmi les coaccusés. L'ancien président aurait détourné

plus de 3 millions d'euros des caisses de fonds secrets attribués à la diplomatie taïwanaise, touché des pots-de-vin donnés par des hommes d'affaires locaux et blanchi près de vingt millions d'euros à l'étranger. Il a fait comme ses prédécesseurs, et a piqué dans la caisse.

Ses critiques passées à l'encontre des anciens corrompus tombent à l'eau. Il peut maintenant jouer au martyr (il dit être le Mandela taïwanais), les versements sur les comptes à l'étranger témoignent d'une petite vertu et de peu de patriotisme !

## Les pays du G20 s'engagent sur des principes et un plan d'action

Les 20 puissances économiques réunies à Washington les 14 et 15 novembre 2008 se sont mises d'accord sur un ensemble de principes et un plan d'action pour remédier aux défaillances du système financier international.

Les pays du G20 s'y engagent sur quatre principes : une relance coordonnée de l'économie mondiale par l'utilisation de mesures budgétaires de soutien de la demande, la politique monétaire et une aide accrue du Fonds monétaire international et des banques de développement en faveur des pays fragiles ; une amélioration de la régulation des marchés financiers pour éviter qu'une crise financière comme celle d'aujourd'hui se reproduise ; l'ouverture de la gouvernance économique mondiale aux pays émergents et en développement et le refus du protectionnisme.

Les ministres des Finances du G20 devront faire des recommandations et un rapport sur l'application de ce plan d'action d'ici le 31 mars 2009. Leurs recommandations devront porter sur la limitation des effets procycliques (aggravants) des règles en vigueur sur les marchés financiers ; l'alignement des normes comptables au niveau mondial, en particulier pour les produits financiers complexes ; l'amélioration de la transparence des marchés dérivés pour réduire les risques systémiques ; l'amélioration des pratiques de compensation ; l'évaluation du mandat, du mode de gouvernance et des besoins en ressources des institutions financières internationales ; et la définition du champ des institutions ayant une «importance systémique» dont l'effondrement menacerait l'ensemble du système financier mondial et qui nécessiterait donc une action coordonnée pour éviter leur défaillance.

Dans la déclaration finale, le G20 estime notamment que les régulateurs des marchés financiers doivent faire en sorte d'éviter que leur activité et leurs arbitrages aient un «impact potentiellement négatif» sur d'autres pays. Ils s'engagent à étendre le champ de la régulation et de la surveillance à tous les marchés, produits et acteurs financiers.

Ils s'engagent également à renforcer la lutte contre les places financières «non coopératives» — centres offshore et paradis fiscaux — et à renforcer l'échange d'informations sur ces places financières. Le G20 s'engage également à travailler sur la question des agences de notation. Un nouveau sommet des chefs d'Etat et de gouvernement se réunira sur cette base entre le 31 mars et le 30 avril 2009.

D. H.

## NOUVELLE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS EN ALGÉRIE

### Le projet de décret présidentiel du 23 juillet 2008 publié au Journal officiel le... 9 novembre !

Le projet de décret présidentiel adopté le 23 juillet 2008 en Conseil des ministres, portant réglementation des marchés publics vient d'être publié au Journal officiel daté du 9 novembre 2008, soit avec un retard de plus de 3 mois et demi !

En effet, le Conseil des ministres, tenu le 23 juillet 2008 sous la présidence du chef de l'Etat, avait notamment adopté un décret présidentiel modifiant et complétant celui du 24 juillet 2002, portant réglementation des marchés publics, décret qui avait déjà été modifié en septembre 2003. Ces modifications «libéralisent» davantage le code des marchés, code qui était déjà très en deçà des normes internationales en vigueur.

La commande publique tant au niveau central qu'à l'échelle locale ne sera presque plus régie par des règles à l'avenir, le gré à gré devenant la pratique dominante, au lieu d'être l'exception, ce qui va encore ouvrir plus largement le

lit de la corruption à tous les niveaux. Le gouvernement s'est caché derrière les walis — ces derniers seraient à l'origine d'une demande pour rendre plus permmissible la gestion des marchés publics — pour justifier cette scandaleuse déréglementation, considérant que la réglementation actuelle est un obstacle à la réalisation des marchés et au respect des délais ! Cet alibi qui ne dit pas son nom va favoriser les pratiques les plus opaques et la politique du fait du prince.

Au lieu «d'ouvrir» davantage la réglementation sur les marchés, les pouvoirs publics feraient mieux d'être plus regardant sur le respect de son application, et de l'adapter plus sérieusement aux recommandations de la Convention des Nations unies contre la corruption. Nous reviendrons plus en détail sur le contenu de ce décret dans un des prochains «Soir Corruption».